

BARO

GRAPHIE

PAYS DE LORIENT

Emploi
Pays de Lorient
Emploi maritime
+1500 en 3 ans



Chômage
Bretagne
Le taux grimpe
à 9 %



Construction
Pays de Lorient
250 emplois perdus
en 2012



Chiffre d'Affaires
Pays de Lorient
Baisse de -0,4 %
au 1^{er} trimestre



SOMMAIRE

Habitat

Constructions neuves

2

La production de logements neufs baisse fortement. En cause, les difficultés des investisseurs.

Emploi Formation

Les emplois maritimes

5

Depuis 2009, le secteur maritime s'est renforcé en nombre d'emplois grâce à la diversité des activités.

Économie

Commerces

8

Quelle est la stratégie la plus favorable au commerce local ? Étude du cas de la commune de Plcemer.

Économie

Marché des bureaux

10

Le marché des bureaux confirme son dynamisme, surtout dans le neuf. L'ancien est en surcapacité.

Territoire

Étude de la crise

22

La crise est présente partout en Bretagne, plus ou moins fortement selon les pays et les secteurs.

» Actualité des entreprises.....page 12

» Conjoncture.....page 14



L'élaboration d'un Schéma de cohérence territoriale (SCoT) est l'occasion pour un territoire comme le Pays de Lorient de se pencher sur son avenir, son développement, les enjeux qu'il se fixe. C'est surtout un processus d'échanges entre élus communaux ou intercommunaux pour élaborer un projet de territoire.

Sans s'affranchir totalement des préoccupations communales, ils doivent conjointement déterminer les grands axes des politiques d'aménagement et d'urbanisme à l'échelle du territoire dans son ensemble.

Les orientations prises collectivement formeront le cadre stratégique et réglementaire de leur projet communal : le plan local d'urbanisme.

Avec l'adhésion de la Communauté de communes de la région de Plouay du Scorff au Blavet, le syndicat mixte du SCoT du Pays de Lorient va élargir son périmètre et se lancera dans l'élaboration d'un nouveau SCoT à 30 communes.

Pour les 24 communes déjà couvertes par le SCoT approuvé en 2006, et pour leurs élus, il s'agira du second exercice du genre. Mais il sera différent : les réformes du droit de l'urbanisme intervenues depuis 2006 ont notablement modifié le contenu des SCoT et les sujets à traiter.

Il s'agit d'un nouveau défi qu'ils partageront avec leurs collègues nouveaux venus, et aussi les techniciens qui les accompagneront dans cette démarche.

Le Barographe vous a présenté certains des sujets à traiter : la culture, la gestion intégrée de la zone côtière, le développement commercial, l'habitat, le foncier, les déplacements, le développement économique, l'activité agricole, l'eau.

Il en reste à dévoiler : l'offre numérique, la biodiversité, l'énergie, etc. Au-delà des diagnostics, il faudra identifier les enjeux, la hiérarchie et l'articulation entre ces sujets. Puis les traduire en objectifs, en préconisations, en prescriptions. En somme il s'agira, dans la phase d'élaboration qui va s'ouvrir, de passer du diagnostic au projet de territoire.

» Enquête jeunesse

Les jeunes Lorientais sont "connectés"

Comment les jeunes utilisent-ils les technologies numériques ? Existe-t-il une fracture ? Internet modifie-t-il pratiques de temps libre et rapports sociaux ?

» Résultats de l'enquête P. 20



Barographe N° 20
juillet 2013

ISSN 2118-1632

Tirage : 1200 exemplaires

Directeur de la publication : Philippe Blanclanck

Rédaction : AudéLor 02 97 88 22 50

Adaptation textes : eTrema 02 96 29 35 75

Design graphique : Alyzès 02 97 21 81 10

Impression : IBB

AudéLor
Observatoire de l'habitat

PAYS DE LORIENT

Production de logements neufs : une baisse généralisée

➤ La production de logements neufs en France a connu une forte baisse en 2012. Tout comme la Bretagne et le Morbihan, le Pays de Lorient n'échappe pas à cette situation. Le nombre des demandes d'autorisation montre que l'envie de construire reste localement très vive, y compris dans le collectif, mais qu'elle se heurte aux difficultés de financement.

l'info

→ Sur le Pays de Lorient, le nombre de mises en chantier de logements a chuté de 35 % en 2012.

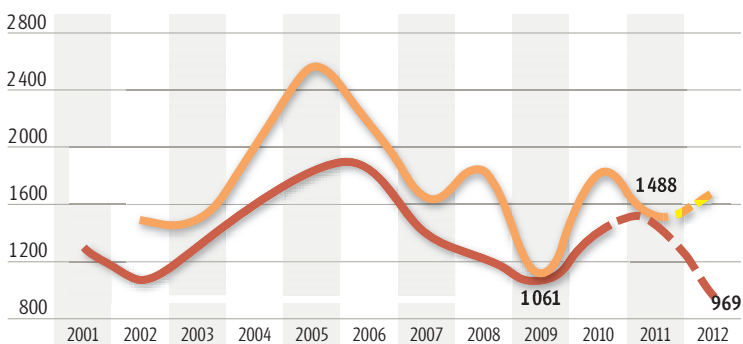
Moins de chantiers mais plus d'autorisations

En 2012, le nombre de déclarations de mises en chantier de logements a diminué de 18 % à l'échelle nationale. Le constat est similaire pour la Bretagne (-18 %) et le Morbihan (-20 %). Sur le Pays de Lorient la baisse est plus forte (-35 %), avec une spécificité : le nombre de permis de construire délivrés a augmenté. La baisse des mises en chantier s'explique donc par une crise de l'investissement et non par manque de disponibilités foncières ou absence de projets.

Évolution du nombre de logements autorisés et mis en chantier sur le Pays de Lorient entre 2001 et 2012

Source : Sit@del2, MEDDE
Traitement : AudéLor

- Logements autorisés
- Logements commencés
- Traits pleins : logements autorisés ou mis en chantier dans l'année
- Traits pointillés : nombre de mises en chantier déclarées ou d'autorisations dans l'année



Le collectif subit la crise de l'investissement

La production de logements collectifs est majoritairement absorbée par l'investissement locatif et les dispositifs de défiscalisation, souvent à hauteur des deux-tiers d'une opération en nombre de logements.

Mais, crise oblige, les investisseurs se font plus rares et plus prudents. Malgré le remplacement du dispositif de défiscalisation Scellier par la loi Duflot, les promoteurs peinent à réunir l'investissement nécessaire aux mises en chantier des programmes ayant obtenu un permis de construire. Par ailleurs, quelques permis de logements collectifs ont fait l'objet de recours auprès du tribunal administratif, retardant leur réalisation. Malgré tout, le marché du logement collectif du Pays de Lorient reste satisfaisant pour les professionnels. Ce point de vue positif s'explique par un faible stock de logements invendus et des délais de commercialisation plutôt courts, contrairement à ce qu'on observe dans les autres agglomérations bretonnes.

TERRAINS À BÂTIR

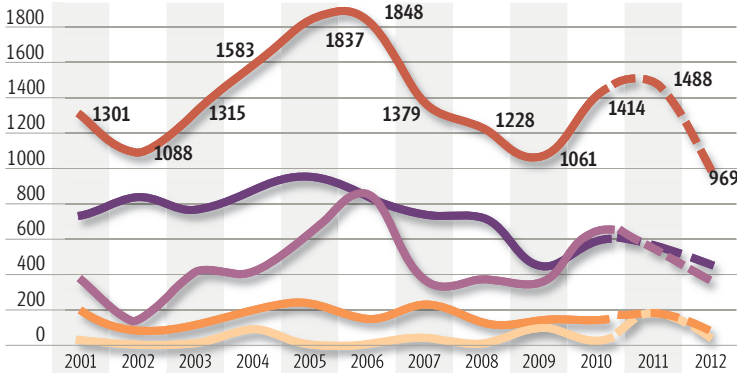
285

Fin 2012, le stock de terrains à bâtir a fortement augmenté avec 285 lots disponibles.

Nombre de logements mis en chantier par type sur le Pays de Lorient entre 2001 et 2012

Source : Sit@del2, MEDDE
Traitement : AudéLor

- Logements en résidence
- Logements collectifs
- Logements individuels purs
- Logements individuels groupés
- Total logements commencés



Des perspectives pessimistes

Le premier trimestre 2013 présente les mêmes caractéristiques que l'année 2012, signe d'une nouvelle baisse prévisible pour l'année 2013 : le nombre d'autorisations enregistrées est supérieur à celui du 1^{er} trimestre de l'année précédente (+7 %) mais le nombre de mises en chantier déclarées est inférieur (-26 %).

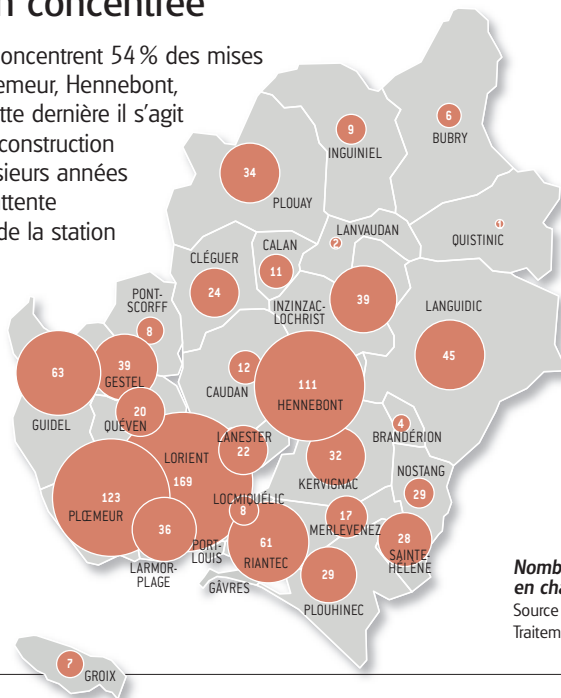
Période : 1 ^{er} Trimestre 2011	484 autorisations	334 mises en chantier
Période : 1 ^{er} Trimestre 2012	552 autorisations	241 mises en chantier
Période : 1 ^{er} Trimestre 2013	590 autorisations	178 mises en chantier

Pays de Lorient : chiffres du 1^{er} trimestre de 2011 à 2013

Source : Sit@del2, MEDDE
Traitement : AudéLor

Une production concentrée

En 2012, 5 communes concentrent 54 % des mises en chantier : Lorient, Plœmeur, Hennebont, Guidel et Riantec. Sur cette dernière il s'agit d'un redémarrage de la construction de logements après plusieurs années sans production dans l'attente de la mise aux normes de la station d'épuration.



Nombre de mises en chantier en 2012

Source : Sit@del2, MEDDE
Traitement : AudéLor

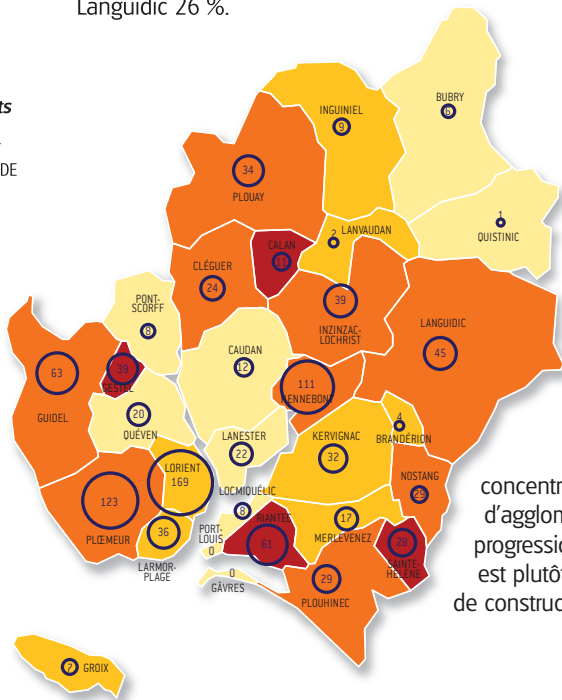
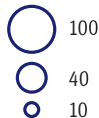
La production de logements collectifs est prédominante sur le cœur d'agglomération. La part du collectif dans les mises en chantier déclarées atteint 63 % à Plœmeur, 72 % à Hennebont, 75 % à Larmor-Plage et 80 % à Lorient. Elle atteint 45 % à Quéven. Les parts du collectif sont bien moindres sur les trois autres communes en ayant réalisé : Guidel 19 %, Riantelec 19 %, Languidic 26 %.

Mises en chantier pour 1000 habitants en 2012

sur le Pays de Lorient
Source : Sit@del2, MEDDE
Traitement : AudéLor

- de 0 à 2,6
- de 2,6 à 5,6
- de 5,6 à 9,5
- de 9,5 à 25,7

Nombre de logements mis en chantier



Si la production est très concentrée en volume sur le cœur d'agglomération, la dynamique de progression de l'offre de logements est plutôt périphérique : le nombre de constructions pour 1000 habitants y est bien plus élevé.

Une faible densité bâtie

En trois ans (2010-2012), 235 hectares de foncier ont été mobilisés pour produire 3842 logements. La production moyenne de 16 logements à l'hectare est le résultat de situations très différentes entre espaces agglomérés, zones d'extension urbaine et diffus (villages et hameaux). Si les logements mis en chantier dans le diffus représentent un quart du total, ils occupent plus de la moitié du foncier mobilisé (58 %). Ce sont parfois de grandes parcelles en cœur ou en périphérie des hameaux. À l'inverse, les espaces agglomérés ont accueilli 65 % des logements mis en chantier pour seulement 33 % du foncier mobilisé.

La typologie des logements produits joue également sur la consommation d'espace. Les opérations de logements collectifs (42 % de la production sur 3 ans) ont mobilisé 18 ha avec un ratio de 91 logements par hectare. Les logements individuels purs (41 % de la production) ont mobilisé 185 hectares dont 39 % dans le diffus, d'où une très faible moyenne de 9 logements à l'hectare. La taille médiane des terrains pour ces logements est de 601 m², et 20 % font plus de 800 m². Les programmes mixant individuel et collectif atteignent un ratio de 29 logements à l'hectare en moyenne.

Des logements plus petits

Le nombre de grands logements, de 4 pièces ou plus, a tendance à diminuer depuis trois ans. Sur la période observée, les 2 pièces constituent la production la plus importante (28 %) devant les 3 pièces (24 %). Les 5 pièces (17 %) et les 6 pièces (11 %), qui correspondent traditionnellement aux maisons individuelles, sont moins nombreux, signe de la difficulté d'accès au logement des ménages.

L'offre en terrains à bâtir atteint un niveau très élevé : 285 lots disponibles au 31 décembre 2012, en nette hausse. La production de terrains à bâtir a été forte en 2012 mais le stock augmente faute d'acquéreurs.

LOGEMENTS COLLECTIFS

42 %

En 2012, les logements collectifs représentent 42 % des logements construits.

PAYS DE LORIENT

L'emploi maritime résiste grâce à la diversité

➤ AudéLor a actualisé l'étude sur l'emploi maritime dans le Pays de Lorient. Son enquête auprès de plus de 200 entreprises permet de cerner les évolutions survenues depuis fin 2009. En trois ans, les six pôles qui constituent l'économie maritime locale ont connu des fortunes diverses. Globalement, le secteur s'est renforcé en nombre d'emplois.

l'info

→ L'économie maritime pourvoit 16 % des emplois du Pays de Lorient

13 500 emplois dans six pôles

L'économie maritime représente 13 500 emplois, soit 16 % des emplois du Pays de Lorient.

Elle regroupe six pôles avec des compétences, clients, fournisseurs et statuts différents. Pour autant des passerelles existent entre nautisme et réparation navale, entre pêche et réparation navale, nautisme et tourisme...

Ces points de convergence constituent des opportunités de développement pour le territoire.

	Désignation du pôle	Principales entreprises sur le Pays de Lorient	Nombre d'emplois salariés hors intérim
1	Construction et réparation navale / Ingénierie	DCNS (63 % du total), Timolor, STX, Sofresid, Le Béon, NKE, Solorpec, SNEF...	3 500
2	Produits de la mer	620 marins pêcheurs, mareyage, Cité marine, Capitaine Houat, Halieutis, Scapêche, Delanchy transports...	2 450
3	Nautisme	Sellor, Plastimo, Marine West, Lorima, Keroman technologie, Team Groupama, Banque Populaire...	750
4	Marine nationale	Base Aéronavale, Fusilliers marins...	3 500
5	Tourisme maritime	Compagnie Océane, Hôtels...	1 100
6	Gestion des ports, logistique et autres services	CCI, CEP, ENIM, CCEFCM...	750

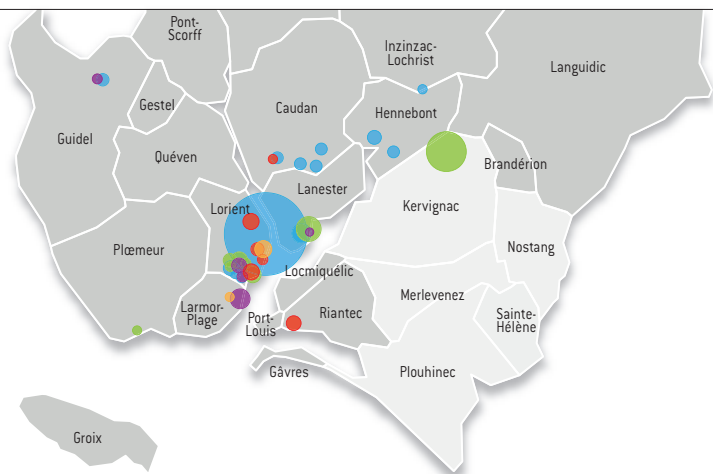
Les six pôles de l'économie maritime au Pays de Lorient

Source : AudéLor

Localisation de l'activité par pôle de l'économie maritime

Source : AudéLor
Enquête situation 2013

- Nautisme
- CRN & ingénierie
- Produits de la mer
- Tourisme littoral
- Port de commerce et services annexes



Bilan positif pour 3 pôles

Depuis fin 2009, la construction navale du pays de Lorient a créé 400 emplois supplémentaires. Une croissance qui doit beaucoup à DCNS avec son programme de frégates multi-missions (+305 emplois) et aux répercussions sur la sous-traitance. Parmi les autres entreprises créatrices d'emplois, citons Timolor, Solorpec et les Forges Le Béon.

Les produits de la mer sont également en croissance avec +250 emplois. Cité Marine en est le principal moteur. L'entreprise de Kervignac spécialisée dans les poissons panés a augmenté ses capacités de production en investissant dans un second site de production à proximité du premier. Express marée et Capitaine Houat se développent aussi, mais à un niveau plus modeste.

Sur la période, l'effectif de la Marine nationale a fortement augmenté. Il atteint 3500 personnes, soit 1000 de plus qu'il y a 3 ans en lien avec la restructuration de la Défense et l'arrivée à Lann Bihoué des flottilles anciennement basées à Nîmes Garons.

EMPLOI MARITIME

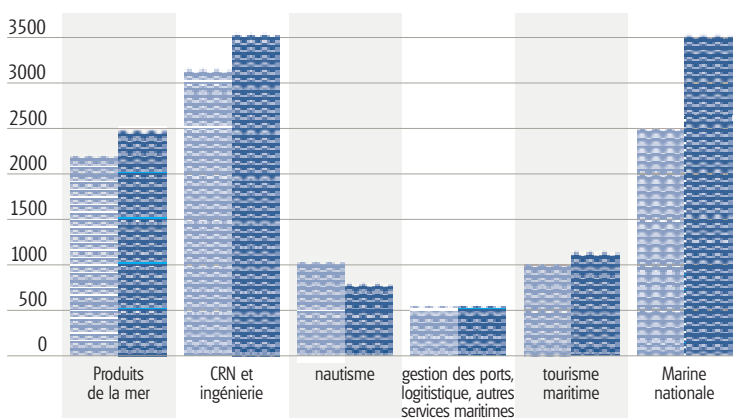
+1500

Depuis 2009, l'économie maritime du Pays de Lorient a gagné 1 500 emplois dont 1 000 dans la Marine nationale.

Évolution des effectifs entre 2009 et 2012

Source : AudéLor

- 2009
- 2012



Plus de pêche, moins de fret

Le port de pêche de Lorient Keroman est le 2e port de pêche français derrière Boulogne. Son activité progresse de 2009 à 2012. Elle s'accroît en volume de 4800 tonnes (+ 22 %), en valeur de 12,5 millions d'euros (+20 %). À l'inverse, le port de commerce de Kergroise a vu son fret diminuer. Il baisse de 75 000 tonnes (-2,9 %) du fait d'une diminution des produits pétroliers et des minéraux.

Le pôle Course au large revigore le nautisme

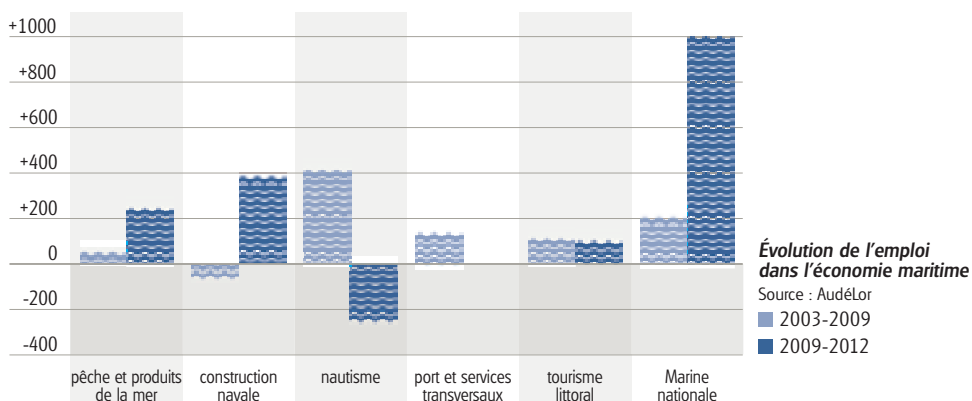
Depuis 2009, le nautisme a subi de plein fouet la crise économique. 250 emplois ont été perdus en 3 ans sur le Pays de Lorient. Trois entreprises de plus de 20 salariés ont fermé (Alliaura, Alliage et Catlantech) et des restructurations importantes ont touché Plastimo et Arcoa.

Sur cette période, le pôle Course au large a connu une haute activité avec la Volvo Ocean Race, le trimaran Banque Populaire V, le développement de la classe MOD 70 et la préparation du Vendée Globe 2012. Installé sur le site de l'ancienne base des sous marins, son poids économique a été étudié par AudéLor en avril 2013.

Le pôle Course au large regroupe aujourd'hui 10 teams et plus de 50 skippers attirés par la qualité de la rade et des infrastructures mises à disposition, ainsi que par la synergie entre professionnels. Les projets de course au large représentent 110 emplois directs. Ils dépensent plus de 11 millions d'euros chaque année sur le territoire. Ces dépenses portent notamment sur la conception, la construction et l'entretien des bateaux. Elles impactent 50 entreprises locales qui représentent 206 emplois indirects. Outre ses effets bénéfiques sur l'économie, le pôle Course au large est un facteur de rayonnement du territoire.

Des moteurs de croissance renouvelés

Parmi les pôles maritimes, c'est le nautisme qui était le principal créateur d'emplois sur la période 2003-2009. De 2009 à 2012, hors Marine nationale, ce sont les produits de la mer et la construction navale qui ont pris le relais. Le rythme de créations d'emplois annuel est passé de +110 emplois/an de 2003 à 2009 à +170/an de 2009 à 2012. Avec 500 emplois salariés privés supplémentaires durant ces 3 ans, l'économie maritime a contribué de manière significative à la résistance à la crise du Pays de Lorient.



Les difficultés de recrutement persistent

Les entreprises maritimes ont opéré 600 recrutements en 2011 (à 70 % dans la construction navale), pour l'essentiel des remplacements ou des départs en retraite. Parmi les entreprises interrogées, 45 % ont déclaré des difficultés de recrutement soit un chiffre proche de celui enregistré en 2010 (40 %).

Les métiers les plus concernés sont les fileyeurs (produits de la mer), les stratifieurs (nautisme) et les charpentiers soudeurs (navale). Pour les entreprises, les deux principales raisons sont le manque de personnes formées et le manque de motivation ou de savoir être des candidats.

Dynamisme et vulnérabilité

L'économie maritime du Pays de Lorient est globalement dynamique. Même si les implantations se sont réduites en temps de crise, le Pays de Lorient et notamment le pôle Course au large ont continué à attirer des entreprises extérieures (Teem, Rom arrangé, Oman Sail...). Par ailleurs, des entreprises locales sont en expansion ou se positionnent sur des projets d'avenir (éolien flottant, navire du futur, économie verte, pêche durable...).

Par contre, on observe des points de vulnérabilité : réglementations européennes et prix du gazole pour les produits de la mer, évolution de la clientèle du nautisme, concurrence exacerbée et dépendance des budgets de la défense pour la construction navale...

PLŒMEUR

Commerce à Plœmeur : conforter l'existant

➤ Dans la perspective de projets urbains à venir, la commune de Plœmeur, qui depuis 1996 a fait le choix de contenir le commerce de bouche et d'équipement de la personne en cœur de ville, s'interrogeait sur la stratégie la plus favorable au commerce local. Pour éclairer ses choix, elle a demandé à AudéLor de réaliser une étude sur l'évolution du commerce plœmeurois, à partir d'enquêtes auprès des commerçants et habitants.

l'info

→ L'étude est basée sur deux enquêtes : l'une dans 106 commerces, l'autre auprès de 302 habitants.

Une base solide

Avec près de 120 commerces dans la commune, soit 6 commerces pour 1 000 habitants, l'offre commerciale du centre-ville de Plœmeur est dense, diversifiée et de qualité. On y trouve notamment des magasins alimentaires spécialisés - épicerie fines, cave à vins, fromagerie - et cinq grandes et moyennes surfaces. Deux d'entre elles, Carrefour Market et Casino, sont situées au centre-ville.

Ce centre bénéficie de l'existence de nombreux équipements et services (mairie, écoles, cabinets médicaux...) à proximité immédiate des commerces. Des efforts récents ont permis de renforcer son attractivité, tels que le réaménagement de la place de Bretagne en 2008 et la mise en place de linéaires de protection.

Une locomotive : l'alimentaire

L'enquête auprès des commerçants montre que l'alimentaire est le principal moteur du commerce local. Au total, 76 % des commerçants ont cité l'alimentaire - grandes surfaces et commerces de bouche - comme locomotive pour l'ensemble des commerces.

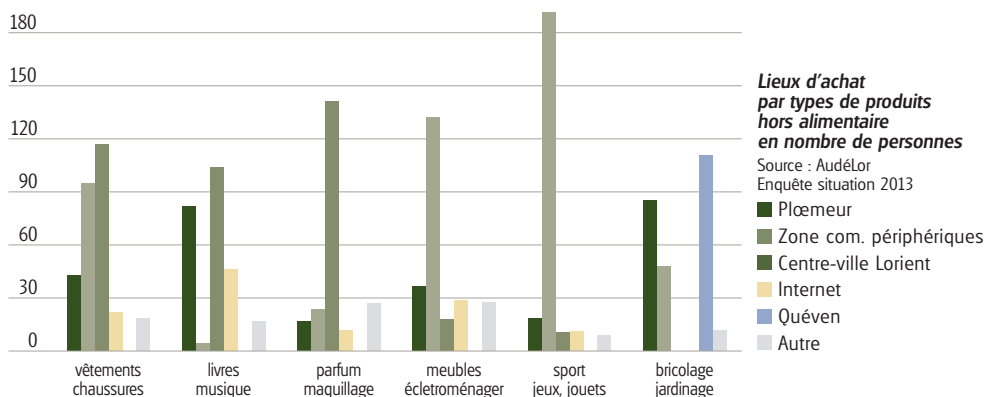
Le rayonnement du commerce s'étend aux communes limitrophes mais il est principalement local : moins de 30 % du chiffre d'affaires est réalisé avec une clientèle extérieure à la commune. Pour 56 % des commerçants, le tourisme est favorable à l'activité, mais son influence reste difficile à évaluer. Sur la question de l'évolution du chiffre d'affaires. Il se dégage un équilibre pour la période 2008-2011, entre la part des commerçants qui déclarent une hausse (27 %) et ceux qui déclarent une baisse (28 %). Par contre, pour 2012, 20 % des commerçants anticipaient une hausse et 44 % une baisse.

Proximité, facilité d'accès, convivialité

Selon les habitants, les points forts du commerce à Plœmeur sont la proximité avec le lieu d'habitat, l'accès facile aux commerces, la convivialité et la qualité de l'offre.

Sur les 302 personnes interrogées : 62 % fréquentent principalement une grande surface alimentaire sur la commune de Plœmeur ; 36 % fréquentent principalement une grande surface à l'extérieur de la commune.

Le taux d'évasion est nettement plus élevé pour les produits non-alimentaires. Pour les vêtements, les livres, le parfum-maquillage, le centre-ville de Lorient est le plus fréquenté avec pour principaux motifs : les tarifs préférentiels proposés par certaines boutiques (cartes de fidélité), la proximité avec d'autres magasins du même type et une plus grande variété de choix par magasin. Pour le meuble, l'électroménager, les articles de sport, jeux-jouet, ce sont les grandes zones périphériques qui sont le plus sollicitées, avec pour arguments la proximité d'autres boutiques et les prix attractifs.



Des possibilités d'extension limitées

Sur les personnes interrogées, 50 % des consommateurs et 69 % des commerçants pensent qu'il manque des commerces à Plœmeur. Cependant, plusieurs indicateurs ainsi que l'expertise de Pascal Madry*, nous incitent à la prudence.

Les possibilités d'extension de l'offre sur la commune sont limitées. En effet, le nombre de consommateurs a atteint un plafond. Malgré un socle démographique significatif (18 000 habitants), qui permet d'asseoir une offre commerciale confortable, la population de la commune se stabilise (-0,2 % entre 1999 et 2009).

De plus, avec 31,4 % de plus de 60 ans disposant d'un revenu médian supérieur à la moyenne bretonne, le commerce de Plœmeur bénéficie d'un "effet de rente" qui devrait toutefois s'éroder sous l'effet conjugué de la baisse globale du pouvoir d'achat et de nouveaux postes de dépenses pour ces populations : santé, mobilité, logement...

Par ailleurs, la zone de chalandise de la commune de Plœmeur est relativement étroite, avec une forte concurrence à proximité.

Enfin, les motifs d'évasion évoqués par les habitants sont des arguments contre lesquels il est difficile de lutter, à l'exemple de l'effet de pôle de la ville-centre.

Conforter les atouts

Le commerce plœmeurois doit conforter ses atouts : l'alimentaire, les marchés, les commerces de bouche, doivent continuer à tirer de l'avant l'activité en place ; le parcours marchand existant peut être amélioré ; il est souhaitable d'anticiper la mutation de l'offre en évitant des créations de commerce hors du périmètre où il est déjà présent.

L'ENQUÊTE "HABITANTS"

LES CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE

(*) Pascal Madry, directeur de Procos et de l'Institut pour la ville et le commerce, apportait un éclairage d'expert au groupe de travail mis en place pour réaliser l'étude.

PAYS DE LORIENT

Un marché des bureaux dynamique

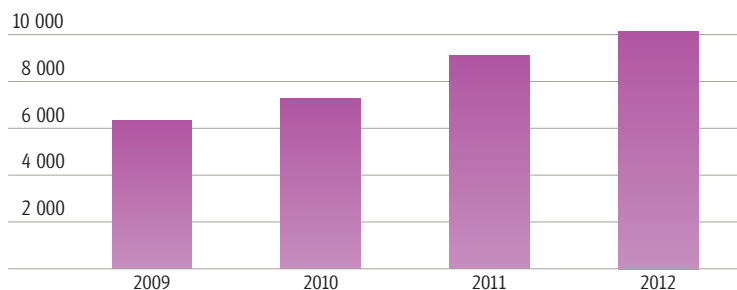
➤ Avec un niveau de transactions en progression sensible, une surface globale en hausse et de nombreux projets de construction, le marché des bureaux du Pays de Lorient confirme son dynamisme. Mais si la demande en neuf peine à être satisfaite, l'ancien est en surcapacité.

l'info

→ L'observatoire des bureaux réunit chaque année AudéLor, Lorient Agglomération, les investisseurs et les agences immobilières spécialisées : l'Immobilière d'Entreprise, Blot Immobilier.

Transactions : plus de 10 000 m²

En 2012, dans le Pays de Lorient, le niveau des transactions de vente et location de bureaux atteint 10 128 m², soit une progression de +11,6 % en 1 an et de +61 % en 3 ans. Plus de la moitié de ces transactions (56 %) ont porté sur du neuf : le Nautilus, le Mayereau, Le Diaph, Technellys, Naturapôle... Un niveau d'autant plus remarquable que les transactions de bureaux ont sensiblement diminué dans les principales agglomérations en région (-18 %). Pour autant, le marché local des bureaux reste proche de celui des agglomérations de taille équivalente - Vannes, Saint-Brieuc, Saint-Nazaire -, et son niveau de transactions est très éloigné de ceux de Rennes et Nantes (80 000 m²).



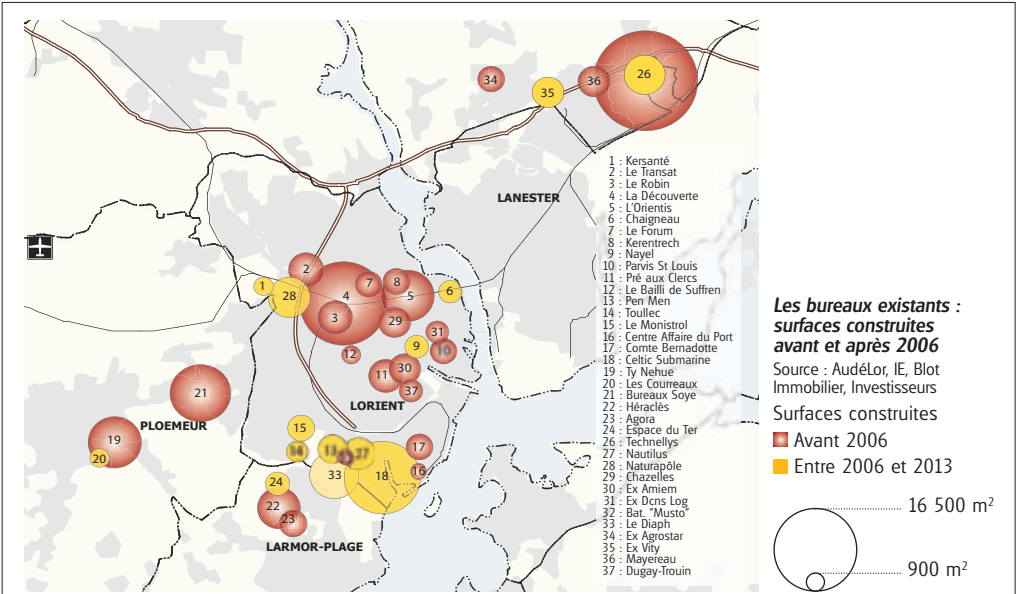
Transaction dans le Pays de Lorient
En m²

Source : Blot, IE et Investisseurs
Traitement : AudéLor

Le parc augmente de 3 750 m² par an

En 2012, la surface des immeubles de bureaux du Pays de Lorient, destinés à la vente ou à la location, s'élève à 88 700 m². Elle a progressé de 30 000 m² au cours des huit dernières années, soit + 3 750 m² par an.

Depuis 2006, une grande partie de la croissance est portée par le site de Keroman à proximité de l'ancienne base de sous-marins.



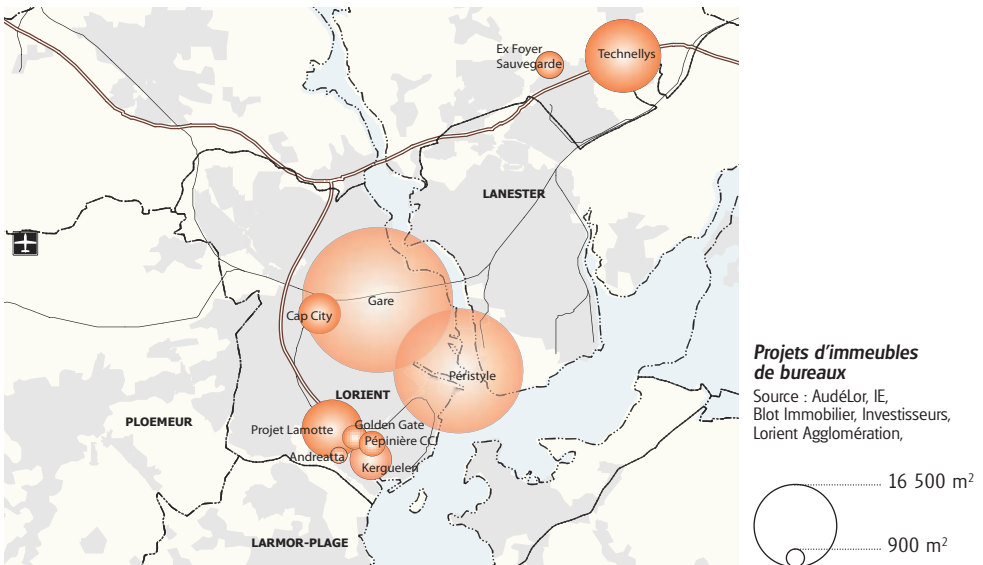
La demande va vers le neuf

Dans le neuf, seuls 2 600 m² sont disponibles, soit un niveau nettement inférieur à celui des transactions : 5 700 m². Cette tension sur le marché du neuf est alimentée par la demande de bâtiments répondant aux normes (RT 2012, accessibilité), de possibilités d'extension, de confort et places de stationnement, et par un souci d'image.

À l'inverse, les niveaux de disponibilité sont élevés dans l'ancien (10 000 m² dans le parc tertiaire et 20 000 m² tous types de bureaux confondus), nettement au-dessus du niveau de transactions. Le marché des bureaux du Pays de Lorient est donc caractérisé par une situation duale : tension dans le neuf, suroffre dans l'ancien.

Des projets en nombre

À court terme, huit immeubles de bureaux supplémentaires sont en projet. On peut citer Celtic III, Golden Gate et Lamotte près de Keroman, Technellys à Kerpont, Cap City près de la Découverte. L'ensemble représente 22 000 m², soit 5,6 années de commercialisation au rythme de 4 000 m² de neuf/an. À moyen et long terme, deux grands projets sont programmés à la Gare (35 000 m²) et au Péristyle (27 000 m²), soit l'équivalent de 15 ans de commercialisation au rythme actuel.



TRANSACTIONS

+61%

En 3 ans, le volume des transactions de location/vente de bureaux a progressé de 61 %.

JANVIER 2013

**Localismarket** LORIENT

La start-up lorientaise spécialisée dans le e-commerce de proximité vient de s'installer dans de nouveaux locaux et de bénéficier d'apports de fonds de la part de Bretagne Sud Angels et de six investisseurs.

Le Télégramme. 9 janvier 2013

**Port de pêche de Keroman** LORIENT

En 2012, le tonnage a augmenté de 3,9 % pour atteindre 27 000 tonnes. En valeur, on enregistre une diminution de 1,5 % soit 74,8 millions d'euros.

Le Télégramme. 12 janvier 2013

DCNS LORIENT-LANESTER

Vincent Martinot Lagarde remplace Pascal Leroy à la tête de DCNS. Il dirigeait jusqu'à présent le programme des Fremm.

Le Télégramme. 12 janvier 2013

**Défaillances et liquidations** TRIBUNAL DE COMMERCE DE LORIENT

Le nombre de créations d'entreprises s'est maintenu en 2012 mais le nombre de procédures collectives (liquidations et redressements judiciaires) est en hausse de 10 %. Construction navale, plaisance, transport et restauration sont les secteurs plus touchés

Le Télégramme. 16 janvier 2013

**Port de commerce** LORIENT

Le trafic a régressé en 2012 (-7,3 %) et atteint 2,49 millions de tonnes. La baisse est due en grande partie à la diminution des importations de nutrition animale.

Ouest France. 18 janvier 2013

**Aéroport** PLCEMEUR

Le nombre de passagers s'élève à 176 331 pour l'année 2012. Il diminue de 2 % en raison d'un trafic moindre sur la ligne Lorient-Lyon, concurrencée par des low-costs au départ de Brest et Nantes.

Le Télégramme. 18 janvier 2013

**E3H** LORIENT

La société spécialisée dans les bateaux électriques est en liquidation judiciaire. Elle était installée à la base de sous marins et employait 15 personnes.

Le Télégramme. 26 janvier 2013

**Port de pêche de Keroman** LORIENT

Le port de pêche poursuit sa modernisation avec l'installation de nombreuses nouvelles machines. Elles visent notamment à réduire les pertes lors du filetage du poisson.

Ouest France. 28 janvier 2013

**Hôpital du Scorff** LORIENT

Le nouvel hôpital situé sur les bords du Scorff vient d'ouvrir. Sa construction a nécessité un budget de 275 millions d'euros et le travail de 380 personnes lors des phases majeures de réalisation. Il emploie 3000 personnes et est doté d'un budget de fonctionnement de 225 millions d'euros.

Journal des entreprises. Février 2013

**Chantiers Bernard** LOCMIQUÉLIC-LORIENT

Avec une commande de 8 vedettes pour la douane et de 3 pilotines pour des ports français et allemand, l'activité des chantiers est quasiment assurée pour 2013 et 2014. De plus, un chalutier trimaran insubmersible est en projet.

Le Télégramme. 12 février 2013

**Interpole** LORIENT

L'agence d'intérim et de ressources humaines s'apprête à recruter 90 personnes pour renforcer son maillage territorial dans l'Ouest. Elle compte 42 personnes aujourd'hui et 4800 salariés intérimaires en 2012.

Journal des entreprises. Février 2013

**Bretagne Céramique Industrie** LANGUIDIC

L'entreprise a été placée en redressement judiciaire et un plan de restructuration a été lancé pour 12 salariés sur 54. Face à la hausse du coût des matières premières dans l'agroalimentaire, l'entreprise va se concentrer sur les produits culinaires (plats et terrines) commercialisés sous la marque Appolia.

Le télégramme. 2 mars 2013

**Guerbet** LANESTER

L'usine spécialisée dans les produits pour l'imagerie médicale poursuit sa politique d'investissement. Après 10,7 millions en 2012, ce sont 8,3 millions qui sont prévus en 2013 pour cet établissement de 220 personnes.

Ouest France. 20 mars 2013

FÉVRIER 2013

MARS 2013

AVRIL 2013



STX LANESTER

Raidco Marine a confié à STX la construction de trois patrouilleurs (un OPV 45 et deux OPV 33). Ces commandes ainsi que la sous-traitance pour DCNS vont permettre d'assurer l'activité du chantier jusqu'à mi 2014.

Ouest France. 27 avril 2013



Port à sec LORIENT

Lorient Agglomération et la SELLOR vont créer un port à sec au sein de la base des sous-marins avec sortie directe sur la rade. Sur 3000 m², il pourra accueillir 280 bateaux à moteur de moins de 7,5 m.

Ouest France. 27 avril 2013



AOS LORIENT

L'entreprise qui est à la fois base d'entraînement pour les skippers et agence de communication vient d'être placée en redressement judiciaire. C'est l'activité de communication qui est touchée tandis que la base d'entraînement fonctionne bien. Elle compte 6 salariés contre 13 en décembre 2012.

Ouest France. 27 avril 2013

MAI 2013

DCNS et Piriou LORIENT ET CONCARNEAU

Les deux entreprises ont créé ensemble l'entreprise Kership qui cible le marché de la construction de petits navires militaires et de service public (moins de 90 m).

Ouest France. 16 mai 2013



TV Breizh LORIENT

Plus de 12 ans après son lancement, le site de TV Breizh ferme ses portes à Lorient et est rapatrié à Boulogne Billancourt. Sur les 33 salariés, 9 ont accepté leur mutation en région parisienne.

Ouest France. 21 mai 2013



DCNS LORIENT

Le pôle recherche et développement de DCNS Lorient a mis au point un sous-marin innovant, le SMX 26, qui permet de se rapprocher des côtes et de rester en immersion dans des eaux peu profondes.

Ouest France. 21 mai 2013



Capitaine Houat LANESTER

La nouvelle usine du Rohu a été inaugurée. Elle représente un investissement de 30 millions d'€ pour 17 000 m² de bâtiments, 200 salariés y travaillent.

Ouest France. 24 mai 2013

JUIN 2013



Cogee Data LORIENT

La start up spécialisée dans des applications de visualisation des gares a levé 200 000 € de fonds auprès de Bretagne Sud Angels et de la SFLD. Cet apport va permettre à l'entreprise de poursuivre son développement à l'international.

Ouest France. 4 juin 2013



OMR CAUDAN

L'entreprise de bureautique est en développement. Elle construit un nouveau bâtiment de 550 m² à Caudan pour 1,5 million d'euros.

Ouest France. 4 juin 2013



IRMA PLŒMEUR

L'institut de recherche des matériaux avancés a été racheté par Céramiques Techniques Industrielles et devient Enercat. Cette nouvelle structure entend devenir un acteur majeur dans le domaine de la catalyse appliquée à l'environnement. Un nouveau bâtiment sera construit à proximité et une dizaine de personnes pourraient être embauchées.

Le Télégramme. 7 juin 2013



Les viviers de Keroman LORIENT

L'entreprise de négoce de coquillages, crustacés et poissons fins a investi 15 000 € dans de nouveaux équipements : nouveau vivier, chambre froide, salle de conditionnement. L'objectif est de commercialiser 5 tonnes de produits de la mer par semaine.

Ouest France. 11 juin 2013



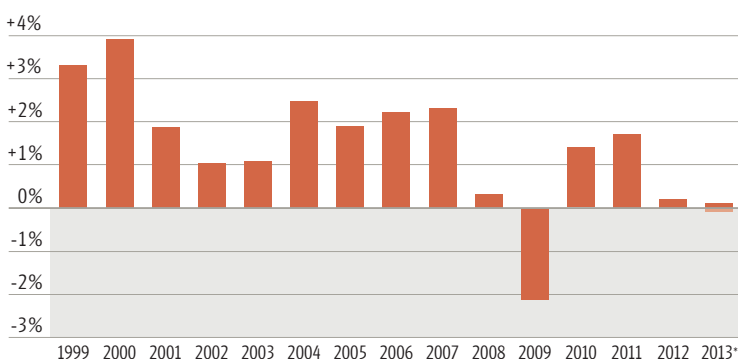
Lorima LORIENT

L'entreprise vient de livrer un mât de 40 m pour un bateau à voile de 115 pieds construit en Pologne et un de 44 m pour le multicoque Spindrift. Elle travaille aujourd'hui sur un projet à destination du secteur aéronautique.

Le Télégramme. 14 juin 2013

France

→ Stagnation en 2012 et 2013

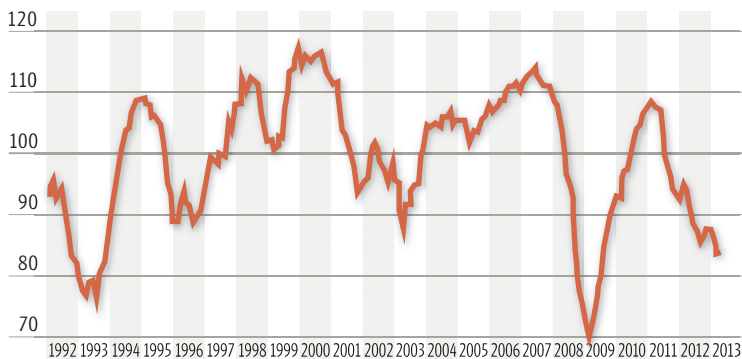


Évolution du PIB en France
Source : INSEE (1999-2012) et estimation (*2013)

Après la forte baisse enregistrée en 2009 (-2,1 %), la croissance du PIB en France a été positive en 2010 et 2011. Mais en 2012, le PIB stagne. Les entreprises réduisent investissements et stocks. Pour la 1^{ère} fois depuis 1993, la consommation des ménages diminue. Pour 2013, une croissance zéro (entre -0,1 % et +0,1 %) est également attendue.

France

→ Le climat des affaires reste morose

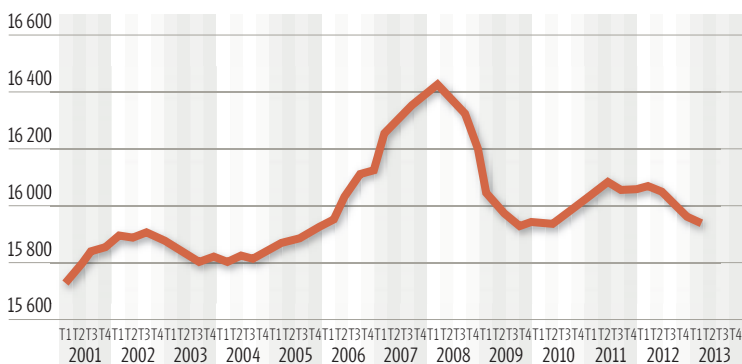


Climat des affaires Indicateur de conjoncture
Source : INSEE

L'indicateur du climat des affaires en France, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, s'établit à 84 points en mai 2013 et reste nettement en dessous de sa moyenne de longue période (100).

France

→ La baisse de l'emploi salarié marchand se prolonge

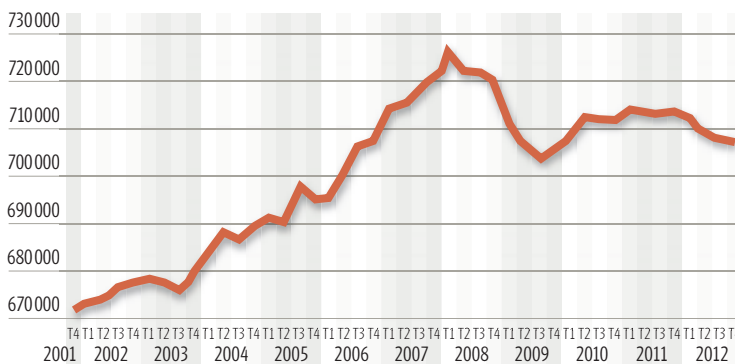


L'emploi salarié marchand en France métropolitaine
En milliers
Source : INSEE, estimations d'emplois, novembre 2012

En France métropolitaine, au 1^{er} trimestre 2013, l'emploi salarié dans les secteurs marchands poursuit la baisse entamée mi 2011. Il chute de 20 000 emplois au 1^{er} trimestre 2013. Depuis juin 2011, la baisse atteint -145 000 emplois.

Bretagne

→ Une baisse également en Bretagne



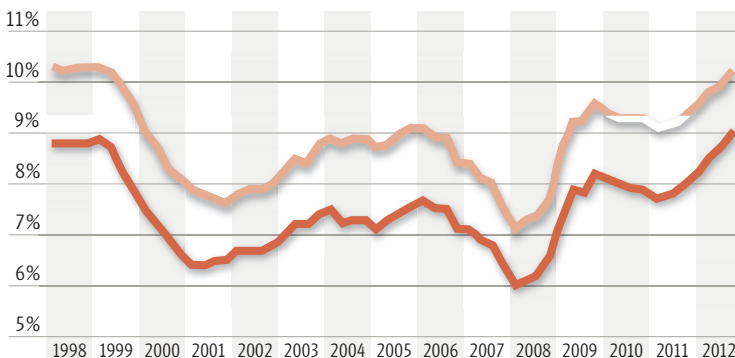
Emploi salarié principalement marchand en Bretagne
CVS

Source : INSEE, juin 2013

En 2012, l'emploi salarié des secteurs marchands diminue en Bretagne après une reprise des créations d'emplois en 2010 et 2011. La perte s'établit à 6000 emplois salariés en 2012. En fin d'année, le niveau de l'emploi s'est stabilisé. Cette tendance n'est pas confirmée en l'absence de données sur le 1^{er} trimestre 2013.

Bretagne

→ Le taux de chômage régional atteint 9 %

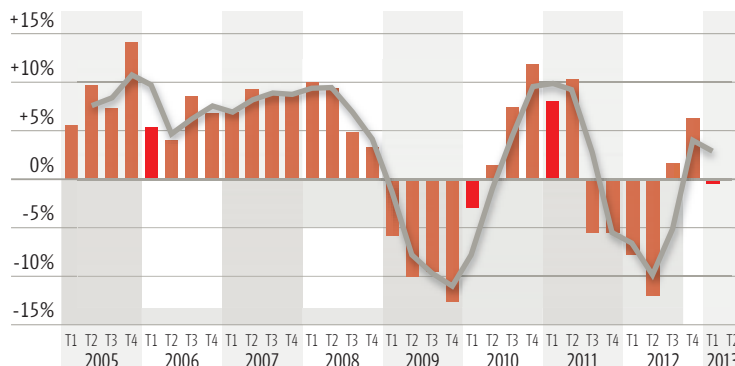


Le taux de chômage en Bretagne et en France métropolitaine
Source : INSEE

En 2012, le taux de chômage s'est accru en Bretagne comme en France. Il a augmenté d'1 point dans notre région (de 8 % à 9 %) et de 0,8 point en France métropolitaine (de 9,4 % à 10,2%). Par rapport au début de la crise, fin 2008, le taux de chômage a crû de 3 points en Bretagne et de 3,1 points en France.

Pays de Lorient

→ Chiffre d'affaires : une stabilisation au 1^{er} trimestre

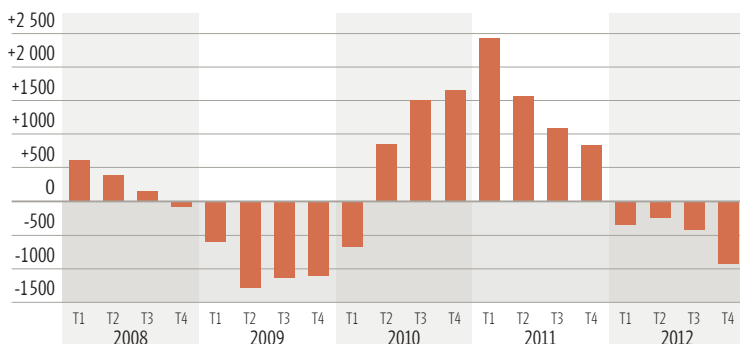


Évolution du CA global en glissement annuel
Source : DGFIP
traitement AudéLor

Dans le pays de Lorient, le chiffre d'affaires se stabilise au 1^{er} trimestre 2013 (-0,4 %). Sur 2012, le rebond de fin d'année n'avait pas suffi à compenser la baisse intervenue sur les 2 premiers trimestres. En 2012, le chiffre d'affaires est de 8 milliards d'euros soit un repli de -3,4 % par rapport à 2011. En 2009, la baisse avait été plus sévère avec -9,4 %.

Pays de Lorient

→ 936 emplois perdus en 1 an

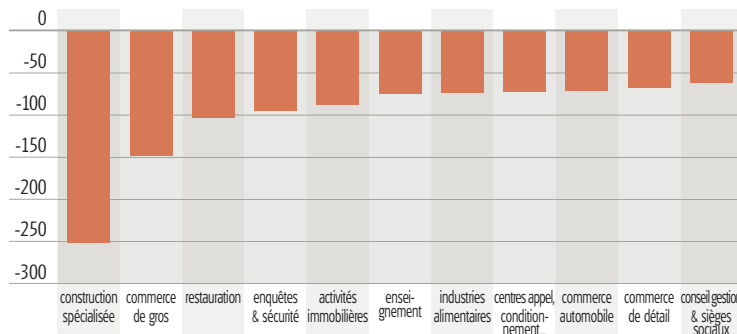


Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans le Pays de Lorient
Source : URSSAFF
traitement AudéLor

En 2012, dans le Pays de Lorient, l'emploi salarié privé a perdu 936 emplois soit -1,8 %. Le Pays de Lorient est plus touché que la moyenne régionale (-0,9 %) et la baisse est presque aussi forte que celle enregistrée en 2009 (-1118). Toutefois, sur la période 2007-2012, le bilan reste positif dans le Pays de Lorient avec davantage de créations que de destructions d'emplois : +365 soit +0,7 % alors qu'au niveau régional, l'emploi baisse de -1,9 %.

Pays de Lorient

→ Construction et commerce de gros les plus touchés

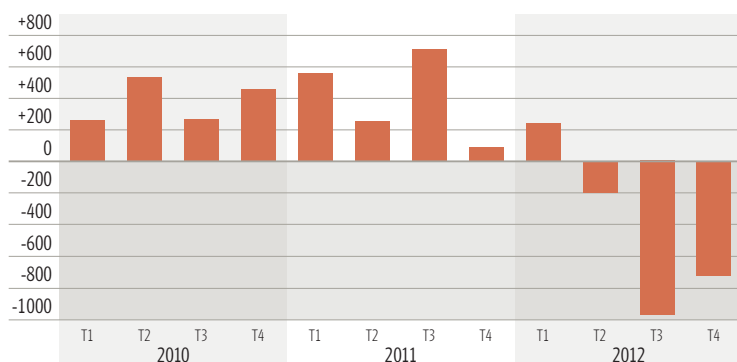


Évolution de l'emploi privé en 2012 dans le Pays de Lorient
Zone d'emploi de Lorient
Source : URSSAFF
traitement AudéLor

Sur un an, les pertes d'emplois les plus importantes au niveau local se situent dans la construction, le commerce de gros, la restauration et le secteur sécurité et nettoyage. En revanche, l'industrie maintient ses effectifs. Des créations d'emplois sont enregistrées dans le domaine social et associatif.

Pays de Lorient

→ Baisse du volume d'embauches



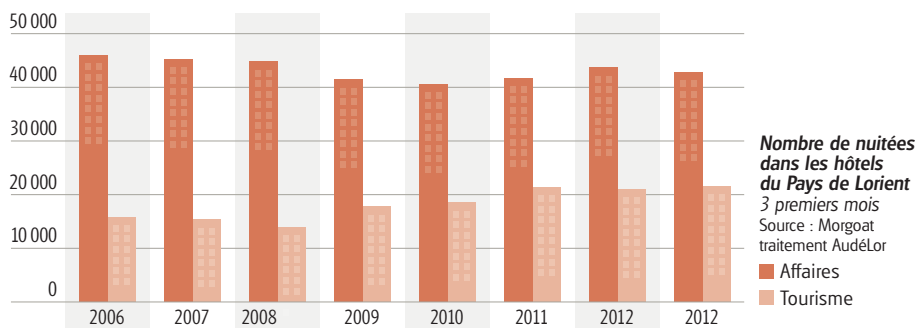
Évolution des contrats signés en glissement annuel
CDI et CDD
de plus d'un mois
Source : URSSAFF (DUE)
traitement AudéLor

aide de lecture :
au 4^{ème} trimestre 2012 on compte 700 contrats signés en moins par rapport au 4^{ème} trimestre 2011

En 2012, 7900 nouveaux CDI et 11680 CDD d'un mois et plus ont été déclarés dans le Pays de Lorient. À partir du 2^{ème} trimestre 2012, on enregistre une baisse du volume d'embauche par rapport au même trimestre de l'année précédente. Globalement en 2012, les CDI diminuent de 966 (-10,8 %) et les CDD d'1 mois et plus de 685 (-5,5 %).

Pays de Lorient

→ Stabilité du nombre de nuitées

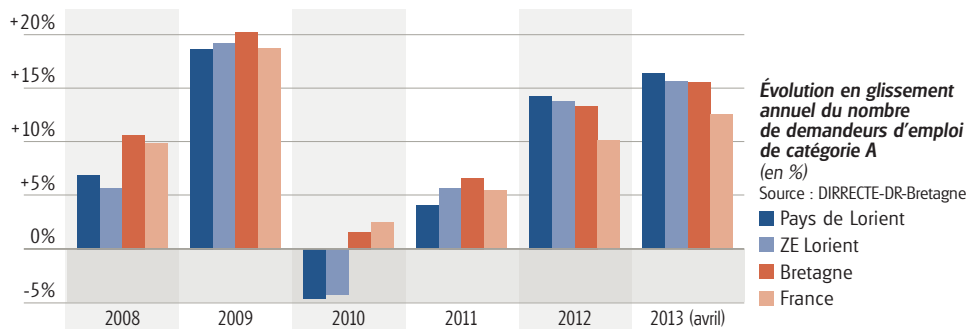


En 2012, le nombre de nuitées dans les hôtels avait enregistré une baisse de 3 % par rapport à 2011 et retrouvé le niveau de 2010.

Au 1^{er} trimestre 2013, on observe une stabilisation du nombre de nuitées sur le Pays de Lorient (-0,3 % en 1 an). La baisse des nuitées pour motif “affaires” est compensée par la hausse de celles pour motif “tourisme”.

Zone d’emploi de Lorient

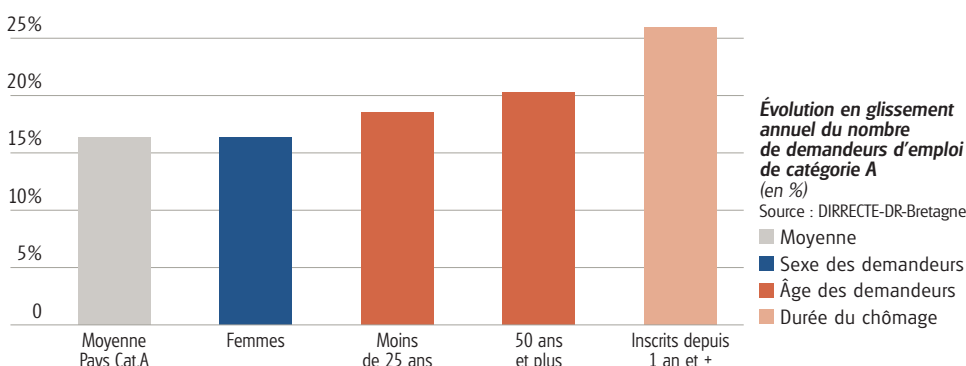
→ Envolée du chômage en 1 an : +16 %



Comme en Bretagne et en France, la hausse de la demande d’emploi entamée à l’été 2011 se poursuit dans le Pays de Lorient. En avril 2013, la hausse est de +16,4 % en 1 an dans le Pays de Lorient soit un rythme supérieur à celui enregistré en Bretagne et surtout en France. Le taux de chômage (zone d’emploi) est de 10,0% en décembre 2012 soit un niveau équivalent au taux français (10,2 %).

Pays de Lorient

→ Chômage : 37 % d’inscrits depuis plus d’un an



En un an, le chômage des seniors (50 ans et +) et celui des moins de 25 ans augmente plus vite que celui des 25-49 ans. De même, signe d’un engorgement croissant du marché du travail, le nombre de demandeurs inscrits depuis 1 an ou plus s’accroît plus vite que la moyenne. En avril 2013, dans le pays de Lorient, 37 % des demandeurs de cat A sont inscrits depuis 1 an ou plus (contre 34,5 % en Bretagne et 35 % en France).

VILLE DE LORIENT

Les jeunes Lorientais sont "connectés"

» La ville de Lorient souhaitait connaître la manière dont les jeunes utilisent les technologies numériques, dont l'Internet. Existe-t-il une fracture numérique ? Internet modifie-t-il les pratiques de temps libre et les rapports sociaux ? Une grande enquête montre que les usages du numérique concernent la quasi-totalité des 16-29 ans.

en savoir plus

→ Le rapport d'enquête est disponible en consultation. S'adresser à AudéLor.

Des jeunes bien équipés

Parmi les jeunes Lorientais, 92 % possèdent un ordinateur personnel et 89 % disposent d'une connexion internet. La fracture numérique qui tend à se réduire sur l'ensemble de la population française a quasiment disparu chez les moins de 30 ans. Le même taux d'équipement en ordinateur et connexion internet est observé au niveau national pour cette tranche d'âge. En 2010, 95 % des ménages de 15-29 ans ont un ordinateur et 93 % disposent d'une connexion internet (*INSEE PREMIERE*, "Deux ménages sur trois disposent d'Internet chez eux", n°1340, mars 2011).

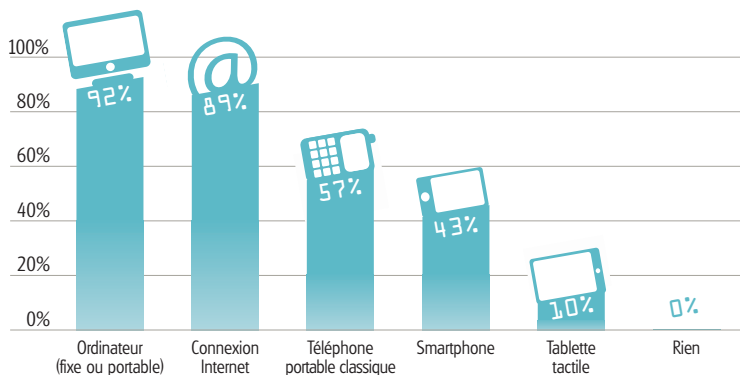
ÉQUIPÉ D'UN ORDINATEUR

92 %

Plus de 9 jeunes sur 10 possèdent personnellement un ordinateur.

Équipement personnel des jeunes

Source : Enquête AudéLor / Ville de Lorient

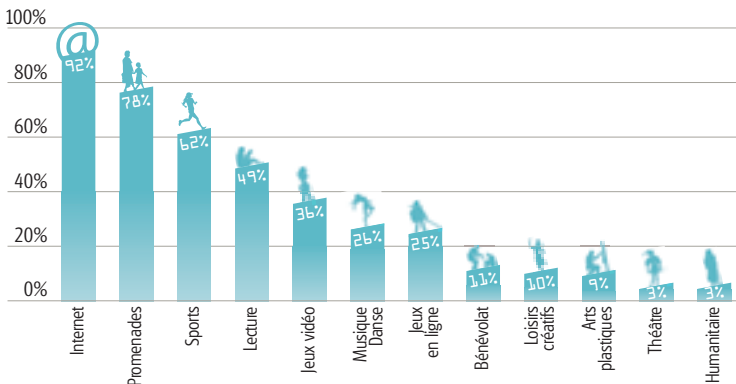


Il n'existe pas de fracture numérique entre les différents quartiers de Lorient. Le taux d'équipement en ordinateur et Internet est équivalent sur l'ensemble de la ville.



Internet : première activité de temps libre

Internet arrive en tête des pratiques de temps libre pour 92 % des jeunes interrogés. Pour autant cette pratique ne les condamne pas à rester enfermés. La promenade / balade et le sport arrivent en 2^e et 3^e position avec 78 % et 62 % des jeunes qui pratiquent, entre autres, ces activités de temps libre. À noter également que près de 1 jeune sur 2 consacre du temps libre à la lecture. Internet n'est donc pas une nouvelle activité remplaçant les autres pratiques de loisirs, mais elle vient plutôt s'ajouter aux autres. Par ailleurs les jeux vidéo restent très pratiqués (36 %) dans l'échantillon interrogé, davantage que les jeux en ligne (25 %).



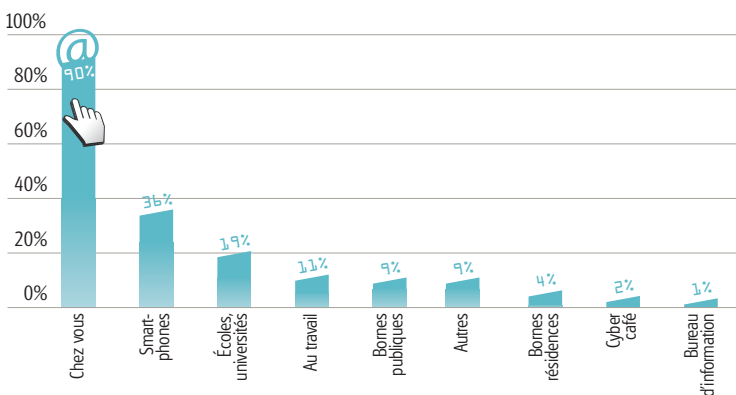
Pratiques de temps libre choix multiples

Source : Enquête AudéLor /
Ville de Lorient

Connectés à la maison et en mobilité

Avec un niveau d'équipement des jeunes qui s'est amélioré, l'accès à Internet se fait majoritairement à la maison : 90 % des jeunes se connectent depuis chez eux. Le deuxième accès le plus courant est l'Internet mobile grâce aux smartphones avec un taux de 36 %. Les connexions via le lieu d'études ou de travail apparaissent assez faibles : 19 % dans les écoles et universités, 11 % au travail. De même, seuls 9 % des jeunes interrogés se connectent parfois au moyen d'une borne publique, et ils ne sont que 2 % à se rendre dans un cybercafé.

Cette tendance est conforme à ce que l'on observe à l'échelle nationale, comme le montre l'enquête de l'INSEE déjà citée. Alors que les jeunes étaient 72 % à se connecter sur leur lieu d'études en 2008, ils n'étaient plus que 66 % à le faire 2 ans plus tard. De même, les connexions mobiles avaient fortement progressé entre 2008 et 2010, passant de 20 % à 38 %.



FRÉQUENCE CONNEXIONS

98 %

98 % des jeunes se connectent à Internet au moins une fois par semaine.

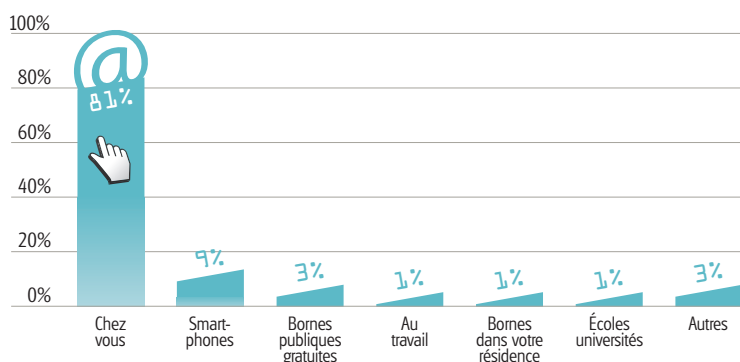
Accès à internet

Source : Enquête AudéLor /
Ville de Lorient

Avec le taux d'équipement croissant, les jeunes préfèrent se connecter depuis chez eux (81 %) loin devant la connexion mobile (privilegiée pour 9 % des jeunes). Tous les autres modes d'accès ne sont privilégiés que par moins de 3 % des jeunes interrogés.

Accès à internet privilégié

Source : Enquête AudéLor / Ville de Lorient



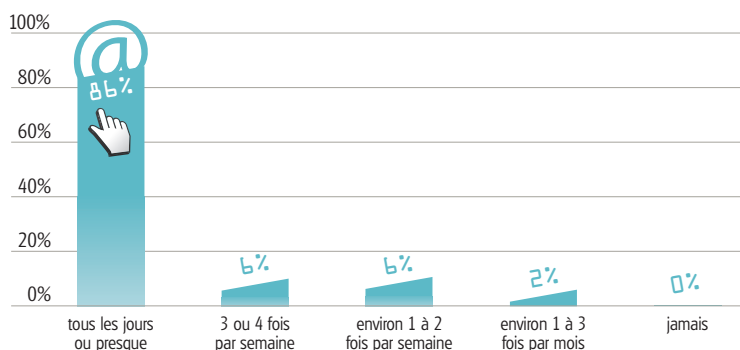
De plus en plus sur le Web

L'utilisation du Web s'est fortement intensifiée dans la population française ces dernières années et les jeunes Lorientais n'échappent pas à cette tendance. Ils sont 98 % à se connecter au moins une fois par semaine, dont 86 % tous les jours ou presque.

En France, en 2010, 71 % des personnes interrogées au cours de l'enquête INSEE se sont connectées dans les 3 derniers mois contre 62 % en 2008. Parmi les 71 % qui se sont connectés dans les 3 derniers mois, 80 % l'utilisent tous les jours et 17 % une fois par semaine. Chez les jeunes de 15 à 29 ans, 83 % se connectent tous les jours ou presque.

Fréquence des connexions à Internet

Source : Enquête AudéLor / Ville de Lorient



D'abord les réseaux sociaux

Le premier usage d'Internet pour les jeunes interrogés est la fréquentation des réseaux sociaux (Facebook, Twitter) : 83 % de l'échantillon les pratiquent. La percée des réseaux sociaux sur le net est fulgurante ces dernières années. Pour exemple, en octobre 2008, le principal réseau social annonçait plus de 4 millions d'utilisateurs actifs en France. En février 2011, les dernières statistiques parlent de 20 millions d'utilisateurs, soit 31,8 % de la population et 46 % des internautes Français. Les jeunes sont les premiers concernés : plus de la moitié des utilisateurs ont entre 18 et 34 ans (31 % de 18-24 ans et 28 % de 25-34 ans).

L'utilisation d'Internet est également très forte pour l'écoute de la musique : 78 % des jeunes Lorientais interrogés ont écouté de la musique via Internet au cours des 12 derniers mois.

Et un outil de la vie quotidienne

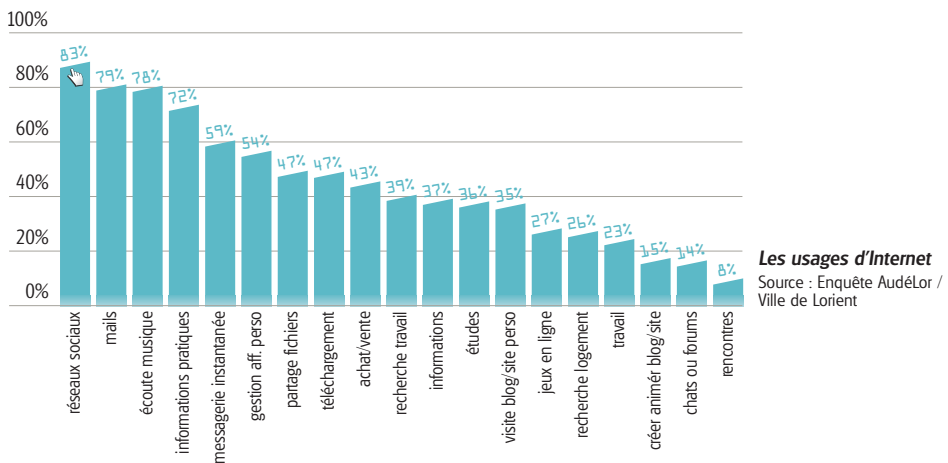
Internet est également un outil pour les jeunes Lorientais dans leur vie quotidienne. Dans les 12 derniers mois, ils sont 54 % à avoir pratiqué l'Internet pour la gestion de leurs affaires privées, 43 % pour des opérations d'achat/vente, et 39 % pour rechercher du travail.

Les usages d'Internet sont multiples, avec une moyenne d'un peu plus de 8 usages, parmi les 19 proposés, par jeune ayant répondu.

RÉSEAUX SOCIAUX

83%

83 % des jeunes fréquentent les réseaux sociaux sur Internet.



Filles et garçons, des pratiques diverses

Certains usages sont différenciés selon le sexe. Les filles forment la plus grande part des utilisateurs des réseaux sociaux et de blog : 49 filles ont répondu avoir créé ou mis à jour un blog ou un site contre 28 garçons. En revanche les garçons sont plus nombreux que les filles à utiliser Internet pour le téléchargement et les jeux en ligne.

	Filles	Garçons
réseaux sociaux	56 %	44 %
mails	55 %	45 %
écoute musique	50 %	50 %
informations pratiques	53 %	47 %
messaging instantanée	53 %	47 %
gestion aff. perso	53 %	47 %
partage fichiers	53 %	47 %
téléchargement	42 %	58 %
achat / vente	46 %	54 %
recherche travail	49 %	51 %
informations	55 %	45 %
études	63 %	37 %
visite blog / site perso	56 %	44 %
jeux en ligne	36 %	64 %
recherche logement	49 %	51 %
travail	43 %	57 %
créer animer blog / site	64 %	36 %
chats ou forums	49 %	51 %
rencontres	43 %	58 %

Usages d'internet selon les sexes

Source : Enquête AudéLor / Ville de Lorient

Les modalités d'enquête

L'enquête jeunesse de la ville de Lorient a été menée en juin et juillet 2012 auprès de 503 jeunes Lorientais âgés de 16 à 29 ans. L'échantillon comprenait des jeunes de tous les quartiers de la ville afin d'atteindre l'équilibre entre quartiers prioritaires et non prioritaires. L'enquête portait sur un large éventail de thématiques dans l'objectif de couvrir les pratiques culturelles et de loisirs des jeunes comme leur insertion socioprofessionnelle.

PAYS BRETONS

Crise en Bretagne : des disparités entre les pays

➤ AudéLor et le réseau des agences d'urbanisme et de développement ont analysé, en mars 2013, l'impact de la crise économique sur l'emploi et le chômage dans les pays bretons. D'où il ressort des disparités marquées entre les territoires de notre région.

en savoir plus

→ Téléchargez l'étude complète sur notre site, rubrique "Actualités"

L'ouest le plus touché

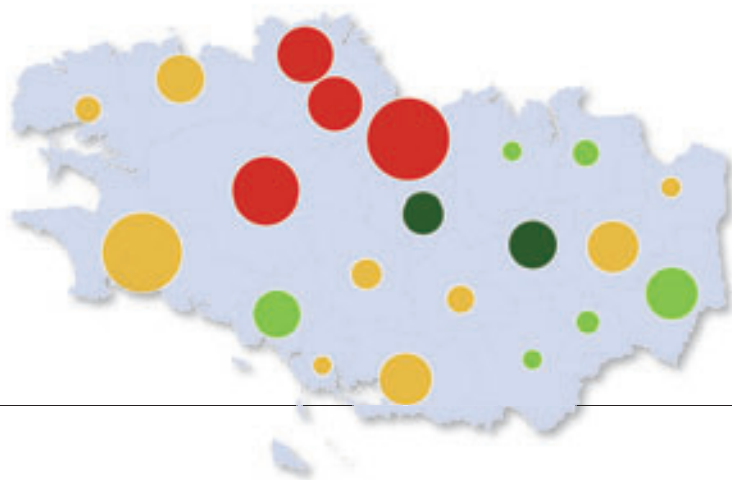
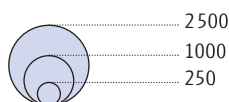
En 4 ans, la Bretagne a perdu 10 000 emplois salariés (source Urssaf), soit une baisse de 1,2%. Mesuré entre juin 2008 et juin 2012, ce choc se traduit par des impacts différents selon les territoires. Aux deux extrêmes, le pays de St-Brieuc perd 2 500 emplois tandis que celui de Vitré en gagne près de 1000. Huit pays connaissent de fortes baisses, avec plus de 800 emplois perdus. Ce sont les pays de Saint-Brieuc, Guingamp, Trégor-Goëlo, Morlaix, Centre Ouest Bretagne et Cornouaille, tous situés à l'ouest de la région, auxquels il faut ajouter ceux de Rennes et Vannes. À l'exception de Brest, où la baisse est limitée, tous les pays à l'ouest d'une ligne Dinan-Lorient connaissent une forte chute de leur effectif salarié, et particulièrement le nord de cette zone. À l'inverse, huit pays bretons enregistrent des créations d'emplois sur la même période. Vitré, Brocéliande, Lorient et centre Bretagne (Loudéac) enregistrent les croissances les plus fortes avec au moins 500 emplois gagnés.

Évolution de l'emploi entre 2008 et 2012 dans les pays bretons

Source : ACCOSS

- hausse supérieure à 4%
- hausse de 0 à 4%
- baisse de 0 à -4%
- baisse au-delà de -4%

variation du nombre d'emplois entre 2008 et 2012

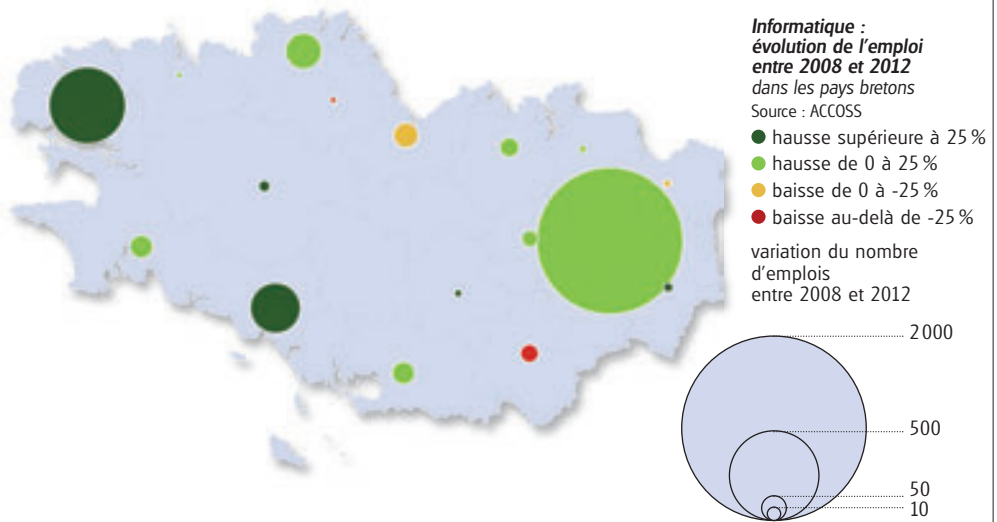


L'observation de la masse salariale apporte un éclairage supplémentaire. Sur les pays de Rennes et Brest, en valeur, les créations d'emplois qualifiés font mieux que compenser les pertes, pourtant plus nombreuses, d'emplois non qualifiés.

L'effet sectoriel

La baisse de l'emploi dans la construction, l'intérim ou l'immobilier est quasi généralisée dans les pays bretons. Par contre, les pertes d'emplois de l'agro-alimentaire se concentrent à l'ouest de notre région.

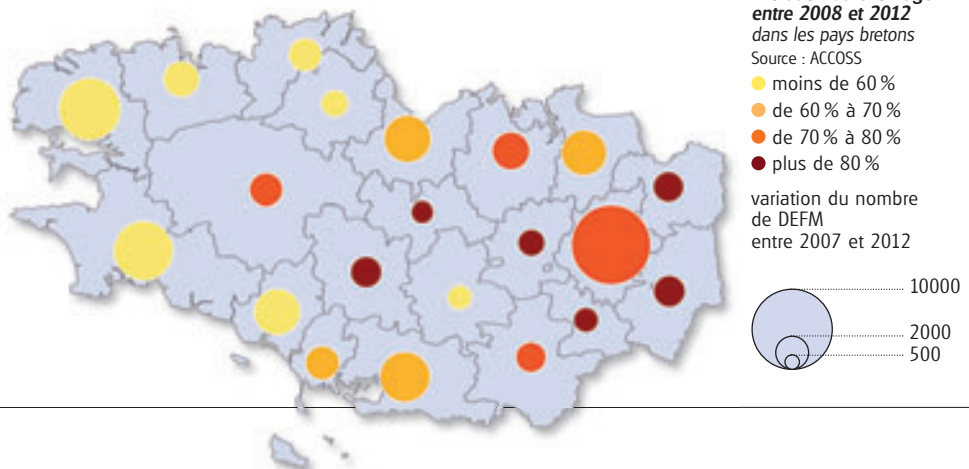
De même, les baisses d'effectifs dans l'industrie automobile ou la fabrication électronique ne concernent que les territoires où ces activités sont dominantes. On retrouve des disparités spatiales lorsqu'on observe les créations d'emploi. Le nombre d'emplois dans l'aide à domicile ou le commerce de détail progresse surtout à l'est. Le dynamisme du secteur informatique touche surtout Rennes et Brest et, dans une moindre mesure, Lorient et Lannion.



L'évolution du chômage dépend de plusieurs critères

De fin 2007 à fin 2012, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 52 865 en Bretagne, soit une très vive progression (+60,8 %). Le taux de chômage augmente de 2 points, passant de 7 % à 9 %. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi varie de +40 % (pays de Lorient) à +95 % (Centre Bretagne-Loudéac). Elle dépasse 80 % dans les pays de Vitré, Fougères, Vallons de Vilaine, Brocéliande, Loudéac et Pontivy.

La perte d'emploi n'est pas la seule explication de la hausse du chômage. Dans certains pays, le chômage s'accroît fortement car la population active est en forte hausse et subit l'impact de la baisse d'activité des bassins voisins. Ailleurs, le chômage augmente peu alors que l'emploi se dégrade car la population active est stable ou en baisse.



EMPLOIS SALARIÉS

-10 000

La Bretagne a perdu 10 000 emplois salariés en 4 ans.

Démographie Bretagne Sud : +8 100 habitants par an de 1999 à 2009

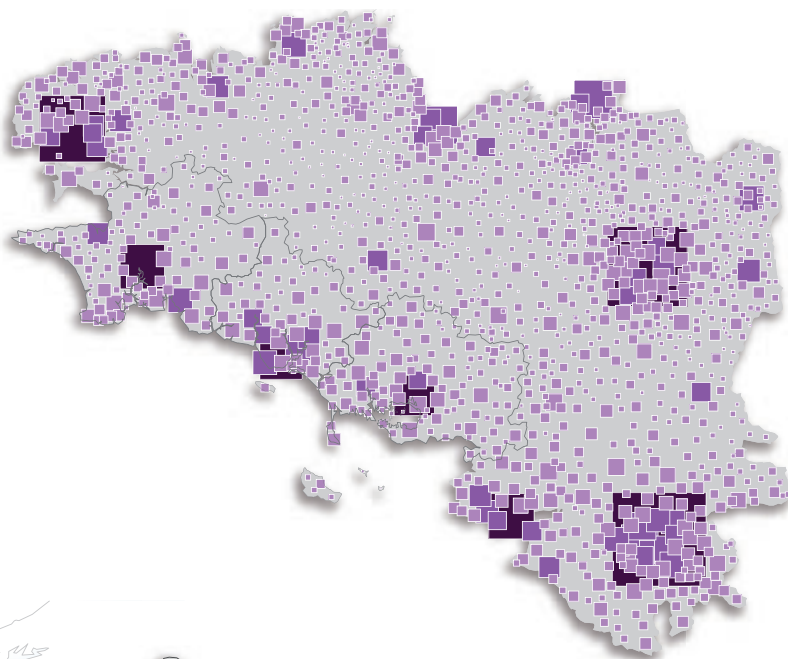
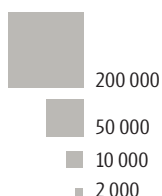
Avec 926 800 habitants en 2009, La Bretagne Sud représente 29 % de la population bretonne et 20 % de la Bretagne historique. La population est répartie de manière relativement équilibrée entre les 3 zones d'emplois. Elle est concentrée sur le littoral qui abrite les 3 agglomérations majeures.

De 1999 à 2009, la population augmente au même rythme en Bretagne Sud que sur l'ensemble de la Bretagne (+9,6 % et +9,2 %). La croissance est beaucoup plus vive dans la zone d'emploi de Vannes (+17,5 %) que dans celle de Lorient (+6,2 %) et Quimper (+5,2 %). De 1990 à 1999, en Bretagne Sud comme en Bretagne, la croissance démographique était plus faible (+3200/an) et moins diffuse. L'Est était déjà plus dynamique, la population diminuait dans nombre de communes.

Nombre d'habitants par commune

Sources : Recensement de la population 2010
Réalisation AudéLor

- communes de plus de 50 000 habitants
- communes de 10 000 à 50 000 habitants
- communes de moins de 10 000 habitants



Évolution du nombre d'habitants par commune entre 1999 et 2009 en Bretagne Sud

Sources : Recensement de la population 2010
Réalisation : Agences d'urbanisme et de développement de Bretagne Sud

- positive de plus de 3 %
- positive de 1,5 % à 3 %
- positive de 0 % à 1,5 %
- négative de 0 % à 1,5 %
- négative de plus de 1,5 %

